

Questions orales

Des voix: Oh, oh!

M. Danson: . . . mais je vais étudier cela.

* * *

LA SANTÉ

L'EFFET NUISIBLE DE CERTAINS COLORANTS ET ASSAISONNEMENTS ARTIFICIELS—LES MESURES ENVISAGÉES

M. Paul Yewchuk (Athabasca): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Étant donné qu'on lui a signalé que les colorants alimentaires et les assaisonnements artificiels pouvaient susciter des problèmes, peut-il dire à la Chambre quelles mesures il a prises ces dernières semaines pour qu'on entreprenne des recherches de portée strictement canadiennes à ce sujet?

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, j'ai écrit au député il y a quelques mois à ce sujet. Mon ministère examine tous les documents qui ont été publiés à cet égard, surtout ceux qui traitent du problème qu'il a mentionné, qui est très complexe et soulève des difficultés d'ordre technique. Nous communiquons régulièrement avec d'autres pays, surtout les États-Unis, où l'on étudie cette question.

Je signale au député que jusqu'ici, il n'est apparemment ressorti aucun fait scientifique sur lequel nous puissions nous fonder pour prendre les mesures qu'il a proposées.

* * *

LES FINANCES

L'INCIDENCE DE L'ÉTATISATION DE L'INDUSTRIE DE LA POTASSE EN SASKATCHEWAN SUR LA MARGE D'EMPRUNT DU CANADA—LA QUESTION DE LA PERCEPTION DE L'IMPÔT FÉDÉRAL

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Étant donné que le gouvernement de la Saskatchewan a l'intention d'étatiser l'industrie de la potasse et qu'il lui faudra obtenir de l'extérieur du Canada la plus grande partie de la somme nécessaire, qui serait de un à trois milliards de dollars, le ministre a-t-il évalué à quel point cette démarche se répercutera sur la marge d'emprunt du Canada? En outre, une société provinciale de la Couronne chargée d'exploiter la potasse ne devrait-elle pas payer l'impôt fédéral des sociétés?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, à mon avis, tout emprunt d'importance contracté à n'importe quelle fin au Canada et qui n'était pas prévu de façon générale au début de l'année financière se répercutera dans une certaine mesure sur les possibilités d'emprunt à l'étranger des autres gouvernements et organismes canadiens. Je ne puis dire au député, en ce moment, ce que seront exactement les répercussions de cette démarche. Il a soulevé une très bonne question au sujet des impôts à exiger des sociétés de la couronne et ce problème devra être étudié très sérieusement dans le contexte de la recommandation.

[M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre).]

● (1200)

L'INVESTISSEMENT POUR LES TRAVAUX D'HIVER—L'OPPORTUNITÉ DE L'ÉLABORATION D'UN NOUVEAU PROGRAMME

M. Bruce Halliday (Oxford): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Le ministre se propose-t-il de présenter un programme semblable au programme d'investissement pour les travaux d'hiver qui a pris fin en juin cette année et qui prévoyait l'octroi d'un prêt comportant une clause de remise gracieuse?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Pas en ce moment, monsieur l'Orateur.

M. Sharp: Monsieur l'Orateur, il a eu consultation des leaders à la Chambre au sujet d'un bill qui figure au *Feuilleton* au nom du ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration (M. Andras) et intitulé: Loi prévoyant l'aménagement et la cessation du régime des rentes sur l'État et l'augmentation du rendement des contrats de rente existants. Je crois que les leaders à la Chambre sont disposés, et, j'espère, la Chambre aussi, à abréger le délai habituel pour que le bill soit lu aujourd'hui pour la 1^{re} fois. Je demande donc si cette proposition est acceptable?

M. Baldwin: Monsieur l'Orateur, quand les démarches sont avec les dispositions d'esprit appropriées, nous pouvons nous montrer très accommodants.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Il en est de même pour nous tous.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

LA LOI SUR L'AUGMENTATION DU RENDEMENT DES RENTES SUR L'ÉTAT

MESURE PRÉVOYANT L'AUGMENTATION DU RENDEMENT DES CONTRATS DE RENTE EXISTANTS

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration) demande à présenter le bill C-75, tendant à prévoir l'aménagement et la cessation du régime des rentes sur l'État et l'augmentation du rendement des contrats de rente existants.

(La motion est adoptée, le bill est lu pour la 1^{re} fois et l'impression en est ordonnée.)

QUESTIONS AU FEUILLETON

[Français]

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. J.-J. Blais (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, on répondra aujourd'hui aux questions suivantes: 3101, 3134, 3137, 3147, 3170, 3204, 3205, 3207, 3211, 3243, 3247 et 3279.